

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

SOMMAIRE

Solidarité Internationale
(Page 2)

Regards sur le
syndicalisme d'aujourd'hui
(Pages 3 à 5)

MPEP
(Page 6)

Gauche Avenir
(Page 7)

Les bras m'en tombent !
(page 7)

Coup de gueule
(Page 6)

Edito

FAUT-IL MAINTENANT DEMANDER DES RÉFORMES ?

Ce titre a l'air un peu provocateur car, après des années de régression sociale, beaucoup de concitoyens attendent des réformes leur apportant un progrès social. C'est ce qu'on constate souvent dans des sondages : les Français sont « pour des réformes ».

Pourtant, à la longue, on peut se demander s'il faut vraiment MAINTENANT demander des réformes ? Car Sarkozy, le MEDEF, l'OCDE, la Commission européenne de Bruxelles, eux aussi, ne cessent de clamer qu'ils veulent des « réformes ».

En conséquence, on ne peut demander des réformes dans l'abstrait sans se demander quelles chances on a de les voir aboutir.

Or, l'expérience montre qu'on en a très peu, pour ne pas dire aucune : c'est Sarkozy qui a la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat, pour encore 4 ans minimum. Donc, lui seul peut faire voter des réformes, SES réformes.

Depuis un an, il y a eu beaucoup de réformes, toutes de régression sociale. Il y a eu aussi d'innombrables mouvements sociaux, grèves, journées d'action... Au mieux, leur résultat a été de limiter les dégâts. Aucune réforme gouvernementale positive pour les salariés, jeunes, retraités n'a été mise en oeuvre.

Dans ce contexte, demander telle ou telle réforme aide plutôt Sarkozy et sa majorité ultra-libérale à lancer leur réforme, car cela suggère qu'on partage avec lui le diagnostic que la situation actuelle est intenable. Sarkozy – Fillon tiennent d'ailleurs beaucoup à démarrer par des « constats partagés ».

Ensuite, lorsqu'il y a désaccord, ils ont beau jeu d'expliquer à l'opinion publique que ce sont eux qui ont la légitimité du suffrage universel.

- Lorsqu'on demande à Sarkozy de respecter l'ONDAM (Objectif National d'évolution des Dépenses d'Assurance Maladie), ne peut-on craindre une vague de remboursements et de nouvelles franchises ?
- Lorsqu'on demande à Sarkozy de respecter le Pacte de stabilité budgétaire, peut-on s'attendre à autre chose que la suppression massive de postes dans les fonctions publiques, les privatisations, le bradage du patrimoine national ?
- Lorsqu'on demande à Sarkozy d'équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale, ne peut-on anticiper des fermetures massives d'hôpitaux et de maternités, le report de l'âge légal de départ pour une retraite à taux plein et la diminution du montant des retraites, la remise en cause partielle du remboursement des ALD (Affections de Longue Durée), le bouclier sanitaire, la montée en puissance des assurances privées...remettant en cause les fondements de la Sécurité Sociale ?

Avoir des propositions, élaborer un programme de progrès social est nécessaire. Demander MAINTENANT des réformes, c'est tomber dans le piège tendu par Sarkozy, car c'est lui qui est majoritaire. En ce moment, c'est notre modèle social qui est en train d'être démantelé, donc nous devons être attentifs à la tactique.

Nous avons créé Résistance Sociale suite à la défaite de la gauche aux Présidentielles de 2002. Le nom de notre association n'est pas le fait du hasard : la victoire de Jacques Chirac ouvrait forcément une période de résistance, plus que de conquêtes. Après la victoire de Nicolas Sarkozy, plus que jamais la résistance est nécessaire. Empêcher ses réformes, ça serait déjà pas si mal. Jusqu'à maintenant, elles sont toutes passées.



Jean-Claude CHAILLEY

Secrétaire Général de Résistance Sociale

COMMUNIQUÉ DE RÉSISTANCE SOCIALE

**Barroso, Merkel, Sarkozy...d'accord
pour violer le traité de Lisbonne avant même son adoption,
d'accord pour violer une seconde fois le vote du peuple irlandais !
LE VOTE DU PEUPLE IRLANDAIS DOIT ÊTRE RESPECTÉ !!!
LES RATIFICATIONS DOIVENT STOPPER IMMÉDIATEMENT !!!**

Il n'y a aucune unanimité en Europe sur le traité de Lisbonne.

Les Irlandais avaient dit NON au traité de Nice. Ayant « mal voté », on les fit donc revoter sous des prétextes spécieux.

Seul peuple autorisé à voter sur le traité de Lisbonne, ils viennent de dire NON. Leur vote s'ajoute au NON des Français et des Hollandais à la Constitution européenne. Il ne fait aucun doute que d'autres peuples voteraient NON, à commencer par celui de la Grande Bretagne. En France, Sarkozy a reconnu que, s'il y avait un vote, le NON l'emporterait de nouveau. On est fort loin de l'unanimité requise, du « 1% qui imposerait sa volonté..... »

Le traité de Lisbonne, d'après son propre texte, est mort.

La construction européenne ne saurait avoir pour fondation le viol délibéré et répété de la démocratie.

En France, les dirigeants de l'UMP, du NC, du Modem, du PS, des Verts, du PRG ont délibérément violé le suffrage universel en faisant ratifier le traité de Lisbonne par le Parlement malgré le NON du 29 mai. A l'Assemblée nationale et au Sénat, le PC, le MRC, une forte minorité des socialistes, et quelques parlementaires de divers partis ont eu le courage de refuser ce déni de démocratie.

Sarkozy, bientôt « président » de l'Europe, Barroso, Merkel... n'ont pas caché leur volonté de continuer les ratifications et de faire revoter les irlandais ou de « s'arranger » avec leur gouvernement. Réuni en convention nationale, le Parti Socialiste, en éludant, donne l'impression de vouloir laisser faire.

C'est inacceptable ! La construction européenne ne doit pas être une superstructure aristocratique déniait de fait tout droit aux peuples.

Nous appelons tous les démocrates, quelle que soit leur opinion sur le traité de Lisbonne, à s'opposer à ces coups de force successifs qui minent la démocratie dans chaque pays et décrédibilisent l'idée même de construction européenne. Aucune nouvelle ratification du traité de Lisbonne ne doit être effectuée.

C'est la finalité de la construction européenne, la concurrence soi-disant « libre et non faussée » que les peuples contestent.

Dans le monde, seule l'UE a pour finalité cette concurrence dite libre et non faussée qui n'est que le masque du libéralisme le plus dur, des privatisations, des délocalisations, des reculs des droits sociaux et même démocratiques. La seule variable de compétitivité de l'Europe telle qu'elle est, c'est la baisse du coût du travail. C'est cela que les peuples refusent.

Il y a une alternative : ce nouveau NON impose de réorienter la construction européenne vers la croissance, l'industrialisation, la recherche, le développement des services publics, l'augmentation du pouvoir d'achat. Il faut revoir les règles de l'OMC, établir une vraie coopération Nord – Sud, dans un monde multipolaire et non plus dominé par les seuls Etats-Unis. Pour cela, il faut s'appuyer sur les peuples.

Regards sur le syndicalisme d'aujourd'hui

Par Alain GELY, économiste, syndicaliste

Les syndicats sont des ensembles de personnes regroupées, généralement sur des bases professionnelles (salariés, agriculteurs, artisans, médecins...), pour défendre leurs intérêts communs. Il en résulte parfois des risques de corporatisme : c'est notamment le cas de la FNSEA en agriculture. Mais leur rôle est indispensable. Sauf à imaginer, comme Margaret Thatcher, une société composée uniquement d'individus isolés face aux pouvoirs en place... eux-mêmes puissamment organisés !

Ces organisations syndicales interviennent de diverses manières dans la vie économique sociale et politique. Manifestations et grèves en constituent l'aspect le plus visible, parfois décrié. Mais les syndicats concourent aussi à l'expression légitime de revendications et d'aspirations. Au total, les syndicats ont un rôle important à jouer dans le débat public. Ils participent à des négociations et contribuent à la « gestion du social ». Les syndicats de salariés, notamment, sont fondés à s'assurer du bon emploi des cotisations sociales, puisque celles-ci sont, pour l'essentiel, du salaire socialisé.

Quand on parle du syndicalisme, sans plus de précision, on pense d'ailleurs surtout aux syndicats de salariés, et, plus précisément encore, aux syndicats confédérés.

Les syndicats français de travailleurs (incluant les privés d'emploi et les salariés retraités) se caractérisent par au moins trois aspects :

- nés et développés sous la République, ils inscrivent leur action, non seulement dans une perspective de défense des intérêts immédiats des salariés, mais aussi dans une perspective universaliste de transformation de la société ;
- ils sont souvent distants, voire méfiants vis-à-vis des partis politiques, mais leur histoire est fortement influencée par les relations entre partis de gauche ;
- l'adhésion aux syndicats n'entraîne pas, en général, d'avantages sociaux individuels ; il n'y a donc pas ou peu d'intérêt matériel direct à y adhérer.

Arrêtons-nous un instant sur ce dernier point.

On connaît le phénomène de « cavalier seul », dit aussi de passager clandestin, qui affecte les biens publics : si chacun compte sur tous les autres pour le financer, le bien ou le service public ne sera pas produit. Ceci justifie notamment des « prélèvements obligatoires ». De là, à défendre l'idée selon laquelle le syndicalisme, qui peut être considéré comme un bien public, a vocation à être soutenu financièrement par l'Etat, il n'y a qu'un pas. Ce pas a été amorcé en France, puisque les cotisations syndicales donnent droit à des réductions d'impôt.

La mise à disposition de permanents syndicaux, par les administrations et les entreprises, est aussi une reconnaissance de l'utilité sociale des syndicats.

Faut-il continuer ces pratiques ? Aller plus loin ? En tout cas, il semble qu'aucun syndicat, en France, ne souhaite que l'adhésion soit rendue obligatoire. Et la plupart, apparemment, souhaitent que les cotisations leur apportent une part déterminante de leurs ressources.

Le syndicalisme français est donc historiquement un syndicalisme de militants. De ce fait, le taux de syndicalisation en France n'est pas directement comparable à celui d'autres pays où le syndicat ressemble plutôt à une mutuelle de santé française (il faut, par exemple, adhérer à un syndicat en Belgique ou au Danemark pour bénéficier de l'assurance-chômage et de l'assurance-maladie, ce qui est un puissant motif de syndicalisation). Ainsi, les Français sont parfois regardés avec commisération par leurs homologues étrangers, pour le faible nombre de syndiqués, mais aussi parfois avec envie quand ils obtiennent, par exemple, des augmentations massives de salaires et la reconnaissance de la section d'entreprise en 1968, le retrait du plan Juppé en 1995 ou du CPE en 2006.

Le syndicalisme français de salariés c'est, à l'origine, la Confédération Générale du Travail. Créée en 1895, elle affirme son autonomie par rapport au politique avec la « Charte d'Amiens » de 1906, qui est, en quelque sorte, un manifeste du syndicalisme d'action directe.

Ce « syndicalisme révolutionnaire », dit anarcho-syndicalisme, ne croit pas à la capacité des partis du mouvement ouvrier (essentiellement la SFIO, créée l'année précédente) d'assurer la transformation révolutionnaire de la société proclamée – encore au début de 2008 – dans les statuts du PS...

L'histoire de la CGT est pourtant marquée par son rapport avec le politique : échec en 1914 face à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, suivie de la guerre ; scission en 1920, au moment de la séparation des socialistes et des communistes ; réunification en 1936 au moment du Front populaire. Encore une scission pendant la 2^{ème} guerre suivie d'une réunification en 1943 puis nouvelle séparation en 1947 avec la création de Force-ouvrière (officiellement : CGT-FO) et le maintien des enseignants dans une structure unitaire, la FEN.

FO est largement liée au Parti socialiste SFIO et la CGT, dirigée pour l'essentiel à l'époque par des membres, et même des dirigeants, du PCF. Au sein de la FEN, le droit de tendance est reconnu ; il est essentiellement politique. La FEN a ensuite éclaté en 1992 pour donner naissance à deux syndicats : la FSU, d'une part et, d'autre part, l'UNSA, qui résulte d'un rapprochement avec des syndicats autonomes du secteur public. Les sympathies politiques des adhérents de toutes ces organisations sont assez nettement marquées à gauche mais il n'y a plus de lien organique avec les partis.

A l'époque, on a pu parler du syndicat de Moscou (la CGT), de celui de Washington (FO) et de celui de Rome (la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens).

(suite page 4)

(suite de la page 3)

Un syndicalisme chrétien était, en effet, apparu en 1919 avec la création de la CFTC. Celle-ci ne pourra jamais s'appuyer durablement sur un parti politique démocrate-chrétien. L'échec politique du MRP n'est d'ailleurs pas sans lien avec la scission intervenue en 1964, avec la « déconfessionnalisation » et la création de la Confédération Française Démocratique du Travail, largement majoritaire. La « CFTC maintenant » existe encore aujourd'hui ; sa représentativité est reconnue par les pouvoirs publics.

La CFDT se rapprochera de la CGT, avec notamment un pacte d'unité d'action en 1966, qui constitue un des prémices des grandes grèves de 1968. La CFDT se réclamera du socialisme autogestionnaire et d'un syndicalisme « de masse et de classe » jusqu'au milieu des années soixante-dix. Mais elle ne souscrira pas au Programme commun de gouvernement de 1972, soutenu par la CGT. Son secrétaire général, Edmond Maire adhère au PS en 1974, en relation avec Michel Rocard mais n'y occupera jamais de fonction dirigeante. Peu après, la CFDT opère un « recentrage ». L'appellation officielle (resyndicalisation) de cette évolution traduit bien le rapport ambigu à la politique qui caractérise alors ce syndicat. L'unité d'action est dénoncée en 1977, concomitamment à la rupture de l'Union de la gauche. Peu après la victoire de Mitterrand en 1981, certains dirigeants de la CFDT s'associeront au nouveau pouvoir politique mais ils resteront isolés.

Le recentrage de la CFDT contribue à expliquer l'apparition progressive de « Solidaires » : ce n'est pas un hasard si les premiers syndicats de cette mouvance, souvent dissidents de la CFDT, sont créés peu après le 10 mai 1981. Ils convergeront dans un « groupe des 10 » et se développeront après les grandes grèves de 1995. Les syndicats « Solidaires Unitaires et Démocratiques », qui se rattachent à cette mouvance, se rapprochent aussi de syndicats autonomes principalement dans le secteur public. Des militants d'extrême-gauche, notamment LCR, en sont souvent les principaux animateurs.

Le paysage syndical français est rendu aussi plus compliqué par l'apparition d'un syndicalisme de cadres (CFE-CGC) en 1944, qui persiste jusqu'à présent mais peine à confirmer sur le terrain sa représentativité, officiellement reconnue.

Mentionnons aussi la CNT (Confédération Nationale du Travail, ou Chat Noir Turbulent), syndicat anarchiste créé en 1946. Elle est scindée en deux organisations : l'une qui présente à l'occasion des candidats à des élections professionnelles ; l'autre s'y refuse, y voyant de la « collaboration de classe ».

Les syndicats patronaux sont eux-mêmes divisés et sont plutôt moins représentatifs que les syndicats de salariés. L'UPA fédère (très difficilement !) les artisans et commerçants. Le CNPF, devenu Medef, est clivé. Ce clivage sépare principalement les « industrialistes » de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, qui dominent la politique « sociale » traditionnelle du patronat, et les fédérations des services, qui ont pris le pouvoir en 2005 avec Laurence Parisot contre le candidat de l'UIMM. La CGPME est, de fait, peu autonome par rapport au Medef. Les

liens du Medef avec l'UMP sont très clairs. Le Medef revendique même, presque officiellement, un rôle de direction politique de la droite française. Son opposition politique aux gouvernements de gauche de 1997-2002 était très nette. Mais le patronat semble moins craindre, pour le moment, une opposition politique de gauche que de grandes mobilisations populaires comme en 1936, 1968 et 1995.

Il existe aussi des organisations d'employeurs de l'économie sociale (Union de Syndicats et Groupements d'Employeurs Représentatifs dans l'Economie sociale, Fédération Nationale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production). Elles auraient vocation à être reconnues comme partenaires sociaux mais ce n'est pas le cas actuellement.

En dépit de ses clivages, le patronat français a pu jouer des divisions entre les syndicats de salariés. Les règles de représentativité adoptées en 1966, actuellement rediscutées, lui ont facilité cette tâche, puisque la signature d'un seul des cinq syndicats « irréfragablement représentatifs » (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC) suffisait pour valider un accord social ! Le principal garde-fou contre ces manœuvres est le « principe de faveur », selon lequel un accord ne peut être plus défavorable aux salariés qu'un accord de niveau supérieur (l'accord national supérieur à l'accord de branche lui-même supérieur à l'accord d'entreprise.) Mais ce principe est contesté et souvent contourné par le patronat. Au cours de ces dernières années, le CNPF puis le Medef ont donc moins eu besoin de créer ou de soutenir les « truands du patronat » des syndicats « jaunes ». La « Confédération des syndicats libres » (ex-Fédération nationale des Jaunes de France de 1902, devenue CGSI, puis CFT) a ainsi dépéri avant de se dissoudre en 2001. En revanche, les caisses anti-grèves, constituées en 1902 en réplique à la création de la CGT, existent encore, sous prétexte de « fluidifier les relations sociales »... et pour influencer ou « faciliter le travail » de certains responsables politiques.

Le syndicalisme international vit, quant à lui, une situation paradoxale :

- il vient de s'unifier (pour l'essentiel) dans la Confédération Syndicale Internationale ; CFDT, CGT, FO et CFTC en sont membres ;
- mais s'affaiblit à peu près partout dans les pays industrialisés ;
- et reste généralement très minoritaire dans les pays principalement agricoles ou en cours d'industrialisation, où il est l'objet de répressions féroces.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, la proportion de travailleurs syndiqués dans le monde aurait diminué de moitié entre 1985 et 1995 pour atteindre 164 millions, soit 8,5% environ de la force mondiale de travail, contre 16% dix ans plus tôt. Il est possible que cette tendance à la baisse soit aujourd'hui enrayée (la CSI revendique 168 millions de syndiqués à elle seule).

(suite page 5)

(suite de la page 4)

Les causes fondamentales de l'affaiblissement des syndicats dans les pays industrialisés sont la « financiarisation de l'économie » et la généralisation du libre-échange, qui rendent difficilement accessibles aux syndicats les lieux des décisions économiques. Parallèlement, la désindustrialisation et la « tertiarisation » dissolvent les solidarités traditionnelles entre salariés. La « sphère économique » se dissocie de la « sphère sociale ». Les syndicats sont ainsi, peu ou prou, réduits à limiter les dégâts, en oeuvrant pour une gestion sociale des conséquences de la mondialisation, à se replier sur les « bastions » qui existent encore dans le secteur public et quelques grandes industries, à adopter des attitudes défensives.

Les syndicats sont devant une vaste interrogation stratégique : les coopérations internationales entre syndicats sont indispensables, face à la mondialisation, mais les politiques économiques et sociales restent pour l'essentiel, et pour longtemps, déterminées en premier lieu dans le cadre national. De ce fait, une critique de fond du libéralisme, du libre-échangisme et de la financiarisation est de nature à intéresser les syndicalistes.

Notons par ailleurs que l'institutionnalisation des syndicats pose aussi problème. Surabondamment sollicités pour représenter les salariés dans de multiples instances de « concertation » et de gestion, les syndicats ont tendance à s'éloigner de la réalité sociale et des revendications fondamentales des salariés.

Ainsi, la Confédération Européenne des Syndicats et la CSI sont-elles largement « absorbées par l'institutionnel », réduites à l'état de lobbies... moins puissants que beaucoup d'autres. Ceci contribue à expliquer, par exemple, que la CES ait soutenu activement le traité constitutionnel européen en 2005 alors qu'une grande partie du salariat européen le rejetait. La direction à dominante travailliste et social-démocrate, issue des pays qui ont mis en œuvre la mondialisation et qui croient en bénéficier, semble entreprendre une critique du « capitalisme financiarisé » mais n'est guère en mesure d'avancer des propositions internationalement crédibles ni de susciter des mobilisations transnationales significatives.

L'institutionnalisation concerne aussi la France. Les syndicats ont d'ailleurs tendance à trouver dans le « jacobinisme » une explication facile à leurs difficultés. Il est vrai que l'on observe un double cercle vicieux :

- la faiblesse des syndicats conduit souvent l'Etat à intervenir pour conclure des négociations sociales qui, autrement, s'enliseraient ; mais ces interventions même accréditent l'idée que la solution aux problèmes sociaux dépend uniquement de l'Etat, ce qui affaiblit en retour les syndicats
- le « malentendu » très ancien entre la République et les syndicats perdure sous de nouvelles formes : les syndicats, on l'a vu, sont méfiants envers les partis et l'Etat ; mais on constate aussi que l'adhésion à des

syndicats n'est plus dans la « culture » des partis de gauche à vocation gouvernementale (PCF excepté).

Quelles conclusions peut-on tirer de ces enseignements historiques, dans la perspective de la constitution d'un grand parti de gauche qui aurait vocation à gouverner pour, réellement, développer un nouveau projet de société ?

Les relations entre syndicats et partis politiques de gauche sont complexes et contradictoires (méfiance éventuellement abusive ou ignorance qui ne vaut pas mieux ; relations, à l'inverse, parfois trop étroites dans le passé). Mais il est important de rappeler que les grandes vagues de syndicalisation en France ont correspondu à des périodes de mobilisation politique et de dépassement - hélas provisoire - des divisions au sein de la gauche : 1934-36 (réunification de la CGT, Front populaire) ; 1944-45 (Libération) ; 1966-1976 (unité d'action CGT-CFDT, grèves de mai 68, programme commun de gouvernement, progression électorale de la gauche).

Rien de tel en 1981, 1988 ou 1997 : c'est là un des aspects des limites politiques de la gauche au regard de ses ambitions affichées... Il y a même eu une tendance des gouvernants de gauche à s'appuyer sur la division syndicale, voire à entretenir celle-ci, pour justifier une politique à courte vue et finalement se discréditer auprès d'une grande partie du salariat.

Un grand parti de gauche devrait s'appuyer sur un syndicalisme dont les ambitions communes éclipsaient les divisions historiques. Des mesures « techniques » doivent être discutées (règles de représentativité, validation des accords sociaux, modalités de financement...) Elles sont importantes, et font l'objet de discussions actuellement, mais ce n'est sans doute pas l'essentiel. L'essentiel est la capacité de la gauche à former un projet politique de nature à mobiliser le peuple.

Un mouvement politique de gauche se doit aussi d'inciter ses adhérents et l'ensemble des citoyens, notamment salariés, à se syndiquer. Sans édicter d'obligation. Il doit, surtout, formuler des propositions politiques mobilisatrices qui contribuent à sortir le salariat de la désespérance où il risque de s'abîmer ; c'est là une manière indirecte d'aider les syndicats à surmonter leur « guerre de tous contre tous » qui les affaiblit tous actuellement (et qui risque de s'exacerber à l'approche des élections prud'homales).

Bref, la politisation - sans subordination, ni des syndicats à l'égard des partis ou de l'Etat, ni des partis par rapport à tel syndicat - est certainement un service à rendre aux syndicats et au pays.

Nous avons décidé de publier ci-dessous et page suivante les appels de deux associations avec lesquelles des convergences nous apparaissent possibles. Nous laissons à chacune et chacun d'entre vous la décision d'adhérer à l'une, à l'autre, aux deux ou à aucune des deux. La direction de Réso.

DÉCLARATION D'INTENTION POLITIQUE DU MOUVEMENT POLITIQUE D'ÉDUCATION POPULAIRE (M'PEP)

89 36 45 68 05. d'autres victoires sont possibles !

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a tenu son congrès fondateur le 24 mai 2008 en Seine-Saint-Denis. Au moment de sa création, le M'PEP était composé de militants ou militantes ou anciens militants ou militantes de partis de gauche, d'associations, de mouvements altermondialistes ou de syndicats, ayant mené la bataille victorieuse du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, et qui veulent donner un débouché politique à leur engagement.

Trois ans après cette victoire historique, le paysage politique français est un champ de ruines. L'incroyable élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, il y a tout juste un an, fait honte à la France. Elle n'a été permise que par la faillite de la gauche : renoncements, calculs politiciens, sectarismes, jeux des egos, ont provoqué l'échec et ne semblent plus avoir de fin.

Toute la gauche française est à reconstruire. Elle est en haillons et n'a plus de fondements idéologiques solides. Une partie d'entre elle s'est même inscrite dans le cadre intellectuel du néolibéralisme, ne cherchant, timidement, qu'à freiner les conséquences de la mondialisation capitaliste. Elle s'est résignée. Elle a capitulé.

Fascinée par le martèlement idéologique de la droite et du Medef, cette gauche a perdu l'initiative et se retrouve impuissante à s'engager sur la voie d'un projet de société libéré de l'emprise du capitalisme. Elle croit que c'est en tournant ses regards vers le « centre » qu'elle pourra se « moderniser ». L'élection présidentielle de 2007 a marqué une rupture dans la vie politique française. Alors que la droite affiche ses convictions, souvent avec mépris et arrogance, la gauche rase les murs. Elle ne croit plus à ce qui lui a donné sa raison d'être : la lutte pour l'égalité et contre le capitalisme, pour la République sociale et laïque et le socialisme.

La création du M'PEP répond à une double finalité : contribuer aux débouchés politiques des activités d'éducation populaire et des luttes sociales ; participer à la création d'une grande force politique de gauche. C'est pourquoi le M'PEP considère qu'il faut engager dès à présent une bataille de fond pour ouvrir un nouveau cycle idéologique, culturel, philosophique et politique : celui de l'épuisement de la pensée néolibérale et de l'avènement d'un socialisme du XXI^e siècle. Il faut organiser le réarmement idéologique et culturel de la gauche. La gauche doit se décomplexer et renouer avec son ancrage populaire. Il faut faire grandir l'idée et construire une nouvelle force politique de gauche, à vocation majoritaire et internationaliste. Après avoir mené un intense travail collectif pendant un an, disponible sur son site Internet (www.m-pep.org), le M'PEP s'est fixé six objectifs :

- agir pour repolitiser les citoyens et citoyennes- démystifier la mondialisation qui vise à établir définitivement la domination du capitalisme
- contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche
- placer la souveraineté des peuples au centre du débat politique- sortir de l'eurolibéralisme
- lutter contre l'emprise du capitalisme et ouvrir la voie à un socialisme du XXI^e siècle

Ses autres travaux portent notamment, pour l'instant, sur les questions suivantes qui sont mises au débat public :

- Mettre un terme à la financiarisation de l'économie.
- Stopper le vandalisme sur l'environnement et le pillage des ressources naturelles.
- Dynamiser les principes de la République qui lient les citoyens et citoyennes entre eux : démocratie, intérêt général, laïcité, égalité, services publics.
- Remettre en cause l'existence du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'OMC.
- Inciter la France à lancer une vaste offensive diplomatique pour un nouvel ordre politique, économique, social, démocratique et environnemental mondial, basé sur la Charte de La Havane, outil de lutte contre le libre-échange favorisant la coopération internationale.
- Prélever sur les flux et stocks de capital et les hauts revenus les moyens nécessaires aux politiques sociales,
 - Baisser, à moyen terme, la TVA,
 - Appliquer le droit constitutionnel à l'emploi en le rendant opposable à partir du financement de plusieurs millions d'emplois.
 - Créer un service public national décentralisé de l'aide aux familles et aux personnes seules.
 - Etablir un pôle public de l'énergie.

Le 28 juin, au coeur du département de la Haute-Savoie frappé par les délocalisations, le M'PEP organise une journée d'étude sur le thème « Face aux délocalisations, faut-il sortir de l'Union européenne ? ».

Lors de son université d'été à Poitiers, le 23 août, il rendra publique sa plateforme politique. Après les élections européennes de 2009, le M'PEP diffusera son programme de gouvernement. Dans l'immédiat, dans la perspective des élections européennes de 2009, le M'PEP lance une campagne intitulée « Faire bouger l'Europe ou sortir de l'Union européenne ». Le M'PEP est présent dans chaque département. Il est prêt à accueillir tous ceux et toutes celles qui souhaitent mettre de l'éducation populaire dans la politique et de la politique dans l'éducation populaire pour reconstruire une gauche courageuse, prête à affronter les intérêts du capitalisme et à ouvrir la voie à un socialisme du XXI^e siècle.

Siège social : 168, rue Cardinet - 75017 Paris - contact@m-pep.org Le site du M'PEP : <http://www.m-pep.org/>

PLACE AU DÉBAT

L'appel de Gauche Avenir

Face à une droite décomplexée, la gauche est aujourd'hui désorientée, écartelée et sans véritable repère unifiant. Elle a le devoir de **redéfinir** des **valeurs** claires et mobilisatrices ainsi que des **objectifs** simples. Il s'agit là d'un préalable à toute « refondation », « rénovation » ou « rassemblement ».

C'est ainsi, en ne se trompant ni sur le **diagnostic** ni sur la méthode, que l'on redonnera espoir à celles et ceux qui se reconnaissent dans la gauche.

En créant Gauche Avenir, **nous voulons contribuer, en dehors des partis, de leurs enjeux de pouvoir et des rivalités de personnes, à cette « redéfinition »**. Issus de différentes sensibilités politiques, sociales et culturelles, nous souhaitons rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'associer à cette démarche et qui, sans se renier, ont compris que le monde a changé et que de nouvelles aspirations se sont fait jour. Cette démarche, patiente et sérieuse, s'appuiera sur une volonté de dialogue, d'écoute et d'ouverture à tous les courants de la gauche.

Nous appelons à nous rejoindre (www.gaucheavenir.org) les hommes et les femmes qui partagent notre analyse et qui veulent œuvrer à ce renouveau en redonnant toute sa place à la culture de gauche dans le débat d'idées.

Premiers signataires : Attar Michèle (membre du Conseil économique et social), Candar Gilles (historien), Cabanes Claude (journaliste), Champagne Patrick (sociologue), Corbière Alexis (élu municipal à Paris), Duron Jacques (membre du Conseil économique et social), Gayssot Jean-Claude, Gendre Pierre (syndicaliste), Laignel André (député européen), Lefebvre Rémi (professeur de sciences politiques à l'Université de Reims), Levaï Ivan (journaliste), Lienemann Marie Noëlle (députée européenne), Marlière Philippe (politologue), Maurel Emmanuel (conseiller régional, Directeur de la revue « parti pris »), Moglia Michael (conseiller régional, Président du club CSPRG), Pena-Ruiz Henri (philosophe), Quilès Paul, Wurtz Francis (Président du groupe Gauche Unitaire Européenne au Parlement européen)

Ont notamment participé aux auditions et aux « banquets de l'unité » du club :

- ° Emmanuel Todd, sociologue, démographe, politologue
- ° Benoît Hamon, député socialiste européen
- ° Jean-Pierre Chevènement, président du MRC
- ° Jean-Claude Sandrier, député, responsable du groupe communiste à l'Assemblée Nationale
- Liêm Hoang-Ngoc, économiste
- Anne Ferreira, députée socialiste européenne – Vice-Présidente de Région
- Eric Dupin, journaliste
- Georges Sarre, adjoint au maire de Paris, ancien ministre, secrétaire national du MRC
- Martine Croquette, adjointe communiste au maire de Toulouse
- Jacques Généreux, universitaire, membre du CN du PS
- Michel Vignal, secrétaire national du MRC

Siège social : 26 rue du commandant Mouchotte 75014 PARIS Tél : 01 40 47 87 98 *Site Internet* : www.gaucheavenir.org

Le prochain banquet de l'unité aura lieu le 7 juillet à 19h30 46 rue de la République à Paris 20^{ème} (métro Belleville) avec Jean-Luc Mélenchon, Eric Ferrand, Marie-Pierre Vieu, Emmanuel Maurel. Possibilité de payer sur place (15 euros)

LES BRAS M'EN TOMBENT

Quand le directeur du Figaro prend les chômeurs pour des fainéants

Par Pierre-Yves MESCOFF

Selon une presse généralement bien informée, Serge Dassault, propriétaire du Figaro et député de l'Oise, aurait, voici quelques jours, affirmé que les chômeurs étaient des fainéants et qu'il fallait leur supprimer leurs allocations. On ne sait pas si ces propos ont été tenus après une soirée bien arrosée. Toujours est-il qu'ils reflètent assez bien ce qu'une partie de la droite a toujours pensé, oubliant qu'on ne devient pas chômeur par goût ou par paresse mais la plupart du temps à la suite d'un plan de licenciement décidé par la

direction d'une entreprise soucieuse de plaire à ses actionnaires ou simplement incapable de gérer celle-ci. Bien sûr, il y a aussi les jeunes chômeurs ne parvenant pas à trouver du travail faute d'avoir obtenu un diplôme ou une qualification. Que voulez-vous, tout le monde n'a pas la chance d'être né dans un château et quand on vit à cinq dans une même pièce, il est bien difficile d'apprendre et de se reposer assez pour être attentif sur les bancs de l'école, surtout quand on se retrouve dans une classe de 35 élèves ...

COUP DE GUEULE

Mourir de faim

Par Myrtille MONCEAU-ALLANIC

La faim qui gagne dans les pays en voie de développement, suite à la flambée des prix de première nécessité, tels que le riz, le mil, le maïs, le haricot, l'huile, le sel, le sucre, apporte tous les jours son lot de violences comme en Haïti, lors des manifestations du 8 Avril 2008, faisant 5 morts, et en Afrique, d'après un article du 28 Avril 2008 paru dans le journal « Le Monde ». L'Afrique risque un « tsunami économique » selon l'UE.

Le constat est alarmant puisque, aujourd'hui, la pénurie de ces produits alimentaires, ne provient pas d'un manque de productivité dans ces pays, mais d'une déréglementation des marchés spéculateurs, qui provoque la surévaluation des prix, poussant les populations affamées dans la rue pour crier leur faim.

Quant au manque de stock (soit 2 mois d'avance) instauré par la nouvelle donne des marchés, il déstabilise le commerce local, et remet en cause le commerce triangulaire, qui, jusqu'alors, était préconisé pour les pays en voie de développement.

Il n'est pas concevable de voir de nos jours, certaines personnes s'alimenter de boulettes, mélangées d'huile, de sucre, pétries avec de la boue. Temps d'un autre âge que l'on croyait révolu.

Jamais cela ne s'était produit depuis la dernière guerre mondiale.

L'hyper-mondialisation, où l'argent prime sur le simple fait de se nourrir pour vivre, ainsi que l'argument des Américains : « Nous ne sommes pas tenus de nourrir tout le Monde » ne sont-ils pas l'amorce de ce qui pourrait se passer dans les pays développés ?

Fermer les yeux sur ce qui se passe dans les pays en voie de développement est une négation du respect de l'être humain.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ A RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet :
www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@aliceadsl.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)